

Caminando En marche!



Préserver la vie dans le bassin de Puinahua Les femmes Kukama Kukamiria face à la COVID-19 dans un contexte d'exploitation pétrolière

Roxana Vergara Rodríguez

Volume 35, Number 2, 2021

Femmes, pandémie et luttes pour le territoire

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/97509ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)

ISSN

1490-0661 (print)

2563-6464 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Vergara Rodríguez, R. (2021). Préserver la vie dans le bassin de Puinahua : les femmes Kukama Kukamiria face à la COVID-19 dans un contexte d'exploitation pétrolière. *Caminando / En marche!*, 35(2), 57–61.

Préserver la vie dans le bassin de Puinahua :

les femmes Kukama Kukamiria face à la COVID-19 dans un contexte d'exploitation pétrolière

Par Roxana Vergara Rodríguez

Traduction par Sarah Múnera

À la tombée de la nuit du 8 août 2020, les forces de police affrontaient des membres du peuple Kukama Kukamiria à Bretaña, la capitale du district de Puinahua, dans la région de Loreto au Pérou. Agnita Saboya, la présidente de l'Organisation des femmes autochtones du Marañón (Organización de Mujeres Indígenas del Marañón, ORDEMIM), m'envoyait des messages et des photos à travers WhatsApp. « Ils sont en train de les tuer », écrivait-elle. Parmi les images, certaines avaient été prises quelques jours auparavant, au moment où l'Association autochtone pour le développement et la préservation du bas Puinahua (Asociación Indígena de Desarrollo y Conservación del Bajo Puinahua, AIDECOPAB) faisait savoir que les communautés du district se mobiliseraient si l'État continuait à ignorer leurs demandes. La population réclamait l'amélioration des soins de santé, la mise en place de services essentiels ainsi que la réforme des conditions de travail dans l'entreprise PetroTal, implantée à Bretaña. Les personnes présentes, dont des femmes et des filles, tenaient des lances — ce sont des signes distinctifs des Kukama Kukamiria — et étaient rassemblées pour décider « quoi faire face à l'État qui ne comprend pas ».

Les revendications avaient commencé à se faire entendre quatre ans plus tôt, lorsque l'entreprise canadienne Gran Tierra Energy a lancé ses activités d'exploration. Elles se sont exacerbées quand PetroTal —

dirigée et gérée par des Péruviens, mais comptant des actionnaires canadiens — a entrepris l'exploitation du lot pétrolier numéro 95. La zone d'influence de ce lot s'étend jusqu'à des territoires habités par des communautés qui s'identifient comme Kukama Kukamiria et qui vivent le long de la rivière Puinahua, un affluent de la rivière Ucayali, et de la réserve nationale Pacaya Samiria.

Aux premières heures le lendemain, le 9 août, Journée internationale des peuples autochtones, on annonçait que les altercations avaient fait trois morts et onze blessés parmi les Autochtones, et que six policiers avaient été blessés. La nouvelle a bouleversé les organisations de femmes Kukama Kukamiria et les organisations autochtones en général, car la pandémie de la COVID-19 atteignait déjà des nombres élevés de contagion et de décès en Amazonie péruvienne. Comment expliquer ces actes de violence alors que la consigne de l'État pendant la pandémie est de protéger la vie ? Les fonctionnaires, en vertu des décrets d'urgence sanitaire, déclaraient « préserver la vie et la santé des Péruvien-ne-s ». Pourtant, les inégalités socioéconomiques et les exclusions historiques ont montré que l'importance de la vie et de la santé ne concernent pas tout le monde.

Dans cet article, je voudrais rendre compte de la manière dont l'État a laissé mourir les peuples autochtones pendant la première vague de COVID-19 — débutée en mars 2020 — dans un contexte d'exploitation pétrolière, et comment les femmes Kukama Kukamiria ont mené des actions de survie et ont lutté, au sein de leurs peuples et de leurs organisations,

pour que leurs propositions en faveur de la vie soient reconnues. Pour ce faire, j'ai réalisé des entretiens téléphoniques, recueilli des témoignages publics et analysé les déclarations de dirigeantes et de femmes victimes du conflit, de responsables de diverses organisations autochtones, et enfin de représentants de PetroTal.

Survivre collectivement face à la COVID-19 et au pétrole

Les politiques et les mesures visant à gérer la pandémie en Amazonie s'inscrivent dans des contextes d'exploitation et d'exclusion historiques, qui découlent du processus de colonisation. Le racisme réactualise constamment ce processus et fait en sorte que l'on considère que certains groupes de la société sont de trop alors que leurs territoires sont spoliés dans le cadre d'un néolibéralisme axé sur l'extraction des ressources comme le pétrole, et non sur la reproduction de la vie. C'est ainsi que la mort et la souffrance sont légitimées et occultées¹, comme c'est arrivé dans le Puinahua. Cette forme de gouvernance va au-delà de l'État péruvien et implique différents secteurs nationaux et internationaux.

Les Kukama Kukamiria habitent dans des « zones de sacrifice » où les corps, les territoires et les modes de vie sont liquidés au profit des économies d'autres pays, au nom de la « croissance » et du « progrès ». Depuis des décennies, les communautés souffrent des épidémies et des maladies qui résultent de la pollution pétrolière, sans être prises en charge de manière appropriée. Les urgences sanitaires et environnementales décrétées par l'État sont périodiques et ne débouchent pas sur des politiques à

long terme. La gestion de la pandémie est conforme à cette pratique de la gouvernance, et laisse mourir les peuples Kukama Kukamiria, à cause de mesures tardives et inadéquates. Il aura fallu près de deux mois après la déclaration de l'urgence sanitaire du pays en mars 2020 pour que l'État approuve des stratégies impliquant différents secteurs et comportant des « mesures extraordinaires et urgentes » visant à prêter assistance à la population autochtone. Celles-ci ont été vivement critiquées à cause de leur caractère très général et de leur budget restreint².

La lenteur bureaucratique et le manque de volonté politique pour mettre en œuvre des mesures ont placé les villages dans des situations critiques. Au mois d'avril, les hôpitaux et les centres de santé de Loreto se sont effondrés par manque d'oxygène, de matériel de biosécurité et de

la COVID-19, les femmes se sont alors tournées vers la « médecine végétale ». Elles voulaient renforcer leurs organismes pour résister grâce à des préparations faites à base de feuilles de *sacha ajo* (ail sauvage), d'oignon, de citron ou de pamplemousse, de gingembre, et de plantes comme la mauve, le *cordoncillo* (poivrier à épis crochus), la *mucura* (petiveria alliacea) et la *lancetilla* (commelina diffusa). Les personnes malades buvaient des infusions, étaient baignées, enveloppées et massées pour leur redonner de la chaleur. En cas de fièvre, on leur appliquait des cataplasmes de mauve sur la tête, pour les rafraîchir. Les médicaments comme le paracétamol et l'ibuprofène servaient uniquement de compléments. Les femmes ont partagé des recettes et des traitements avec leurs familles et les autres communautés.

Les recommandations de l'État en matière de qualité de l'alimentation se sont également avérées difficiles à suivre. Les consignes d'immobilisation ont entraîné l'interruption du transport fluvial, qui est la voie du commerce et de la migration pour le travail temporaire, et par conséquent la diminution des revenus. Les familles ont alors intensifié leurs activités de subsistance traditionnelles, telles que l'agriculture et la pêche, ainsi que les activités complémentaires de chasse et de cueillette. Cependant, la production de fruits, de légumes et de tubercules — comme le manioc — a diminué, tout comme la quantité de poissons et d'animaux — comme la tortue taricaya, le singe, le tapir ou le paca — qui constituent une partie de l'alimentation des familles. Agnita dit que les femmes devaient « se débrouiller avec ce que leurs maris apportaient,

Les politiques et les mesures visant à gérer la pandémie en Amazonie s'inscrivent dans des contextes d'exploitation et d'exclusion historiques, qui découlent du processus de colonisation. Le racisme réactualise constamment ce processus et fait en sorte que l'on considère que certains groupes de la société sont de trop (...).

personnel médical. Le virus s'est propagé par les rivières, à travers le transport des personnes et des produits de première nécessité vers les communautés, mais aussi lorsque les responsables des programmes sociaux distribuaient des bons économiques ou alimentaires sans respecter les mesures sanitaires. Les contagions et les morts ont touché près de la totalité des 4 372 habitant·e·s de Puinahua. Malgré cela, les Kukama Kukamiria étaient déterminé·e·s à vivre et à compter sur leurs propres moyens d'existence, leurs savoirs et leurs pratiques collectives, même si elles ont été détériorées par les activités extractives — et les processus d'urbanisation et de monétisation qui en découlent — et les politiques de l'État.

Le centre de santé de Bretaña ne disposant ni de personnel ni de médicaments pour prévenir ou combattre

Pour les Kukama Kukamiria, les plantes ont une mère, des esprits tutélaires ou « possesseurs » qui en prennent soin. La mère donne à la plante le pouvoir de guérir les corps et les âmes des personnes. C'est pourquoi, avant d'extraire des feuilles, des résines, des écorces ou des fleurs, on demande sa permission et lui sollicite la guérison. Cette vision du monde, ou cosmovision, s'est peu à peu perdue dans certaines communautés, alors les femmes se sont tournées vers leurs mères et leurs grands-mères. Elles leur ont rappelé la relation avec les plantes et la façon dont elles ont été utilisées pendant des siècles pour traiter les maladies et les épidémies. Ranimer ces connaissances n'est pas une tâche simple, car certaines plantes sont difficiles d'accès. « Maintenant tu dois marcher longtemps pour trouver ce qui avant se trouvait au pied ton potager, sur le trottoir, dans ta cour... », m'a expliqué Agnita.

même si ce n'était qu'un poisson, en empruntant dans les épiceries ou en cultivant leurs jardins ».

Agnita, en tant que présidente de l'ADMIC, connaît bien les expériences de ces femmes, car elle a eu l'occasion de les entendre lors de son voyage à Bretaña, aux côtés de Mariluz Canaquiri, présidente de l'Association de femmes autochtones Huaynakana Kamatahuarakana. Toutes deux s'y sont reconnues à travers leurs propres expériences dans le bassin de la rivière Marañón, où l'exploitation pétrolière et la pollution les ont amenées à créer des organisations de femmes. C'est ce qui motive leur soutien aux luttes des femmes et des peuples de Puinahua.

Le pétrole s'en va et la pauvreté reste

Mariluz établit un parallèle entre ce qui se passait dans le Puinahua et le Maraón.

« Dans mon territoire, par exemple, l'exploitation pétrolière dure depuis 50 ans, et du côté de la rivière Puinahua [...] ils et elles sont dans la même situation que nous. Les installations se trouvent sur le territoire de la communauté, mais celle-ci n'a jamais reçu la moindre considération de la part de l'entreprise ou du gouvernement ». Des décennies d'exploitation des hydrocarbures n'ont pas réduit les inégalités à Loreto. Lorsque PetroTal a démarré ses activités il y a trois ans, le ministère de l'Énergie et des Mines et la Société péruvienne des hydrocarbures ont affirmé que cette production contribuerait à la croissance économique de Puinahua par le biais de la redevance et de la taxe sur le pétrole, mais cela ne s'est pas produit. Le président de PetroTal, Manuel Pablo Zúñiga-Pflücker, prétend que le problème ne vient pas de l'entreprise, mais du plan de distribution de la redevance, « car les montants qui reviennent aux localités productrices sont dérisoires (Puinahua reçoit 0,02 % de la redevance régionale), et les municipalités et le gouvernement régional sont limités dans l'exécution de ce plan »³.

Entre mai et juin 2020, lorsque l'État a mis en place le Programme de garantie du gouvernement pour la continuité de la chaîne de paiement (REACTIVA PERÚ) qui a permis à PetroTal de redémarrer ses activités, la population s'est indignée. Elle commençait seulement à se remettre de la pandémie, et le montant alloué au programme dépassait de loin celui des stratégies d'aide à la population autochtone. James Pérez, président d'AI-DECOPAB, raconte que des femmes et des hommes demandaient : « si une entreprise extrait 20 000 barils de pétrole par jour de ce lot pour l'envoyer dans d'autres pays, qu'en est-il du système de santé et du travail sur place » ?

La reprise économique a très peu bénéficié aux Kukama Kukamiria de Puinahua, car ils travaillent comme « main-d'œuvre non qualifiée » dans le cadre de contrats temporaires et indirects, mais cautionnés par la loi. En plus de cela, ils travaillent jusqu'à 12 heures consécutives — sans dépasser 144 heures par mois —, ce qui est autorisé dans le secteur des hydrocarbures, pour un salaire mensuel de 410,96 USD. Les hommes considèrent que ce salaire est insuffisant, car il ne comprend pas le logement, ni le transport vers leurs communautés reculées, ni le risque de contamination. Les femmes estiment qu'il ne tient pas compte de la charge supplémentaire que représente pour elles le fait de rester seules pour s'occuper de leur famille. Elles doivent également travailler dans les fermes avec d'autres femmes, lors d'activités collectives appelées *mañaneos* et *mingas*. Dans tous les cas, les emplois sont peu nombreux et ne profitent pas à toutes les communautés, ce qui accroît la méfiance et les conflits entre les familles.

Le mécontentement accumulé par les communautés s'est traduit par des manifestations au cours des mois suivants, et des revendications adressées à l'État et à PetroTal : améliorer les conditions de travail, fournir de l'électricité, mettre en place un dispensaire et instaurer des services d'eau. L'entreprise considérait que toute la responsabilité revenait à l'État, car il était question de services essentiels. Les apports directs de l'entreprise consisteraient à construire une défense côtière, à acheter des produits dans les commerces locaux, à créer des emplois et à conseiller les responsables municipaux sur les projets de développement. Selon le président de PetroTal, l'arrêt de travail dû aux manifestations nuisait davantage « aux investissements étrangers et aux retombées économiques pour le pays, mais aussi aux emplois d'autres personnes (non autochtones) dans d'autres villes ».

Des liens de préservation face à l'exploitation des territoires

Connaissant la position de l'entreprise, les communautés ont alors exigé un dialogue avec son président à Breaña. Agnita considère qu'il s'agissait d'une « exigence juste, à laquelle il doit répondre en tant que propriétaire de l'entreprise, en tant que

propriétaire de la maison, en quelque sorte. Je ne permets pas que d'autres viennent chez moi et fassent ce qu'ils veulent... il doit prendre ses responsabilités face aux communautés ». Les femmes mettaient en cause le manque de responsabilité et la négligence d'un propriétaire qui, à leurs yeux, ne se souciait ni des dégâts ni de la contamination qui pouvaient subir les habitant-e-s, les forêts et les rivières du lot 95 et de sa zone d'influence, comme cela était déjà arrivé ailleurs. Dans la vision du monde des Kukama Kukamiria, être « possesseur » ou propriétaire n'implique pas d'exercer une domination sur quelque chose ou quelqu'un, mais plutôt d'en prendre soin. Le soin tisse des liens entre des êtres qui sont constamment sous tension, ce qui va à contre-courant de la logique de l'exploitation capitaliste des corps et des territoires⁴. Il n'est pas possible d'être le propriétaire d'un territoire (et de s'y trouver) sans en prendre soin. Et il faut négocier en permanence avec les non-humains — comme les mères des plantes, la mère boa des lacs et le *shapingo*, possesseur des animaux de la forêt — et les humains qui habitent également ce territoire.

Le boa et le *shapingo* prennent soin des lacs et de la forêt comme de leur maison, ainsi que des animaux pour qu'ils puissent grandir et se reproduire. La chasse et la pêche sont des activités qui doivent être pratiquées avec modération, et elles impliquent que ceux qui les pratiquent communiquent leur intention et fassent un don à ces êtres qui les nourrissent, afin d'établir des liens et de se protéger de la maladie qu'ils pourraient leur causer. Les Kukama Kukamiria sont conscient-e-s de leur dépendance à leur égard pour la nourriture, mais aussi de leur vulnérabilité, c'est pour cela qu'ils cherchent à entretenir de bonnes relations avec eux. De cette manière se créent des liens territoriaux dans lesquels les humains ne cherchent pas la possession pour dominer, mais plutôt la défense, la survie et la reproduction de la vie⁵. Il s'agit d'une forme de relation totalement différente de celle proposée par PetroTal et l'État.

Au lieu de reconnaître la démarche du peuple Kukama Kukamiria et d'accueillir ses demandes, les fonctionnaires de l'État à Puinahua ont décidé de soutenir l'entre-



Agnita Saboya, aux côtés de Mariluz Canaquiri, intervient lors d'une réunion des autorités de l'État et des dirigeant-e-s de différentes organisations à Bretaña.

Crédit : Agnita Saboya, archives personnelles, 2020.

prise du fait des avantages économiques qu'elle offrait. Ils prétendent qu'il n'y a pas de chevauchement entre le lot 95 et les territoires ancestraux, que les requérant-e-s ne sont pas autochtones et que les communautés autochtones concernées ne sont pas officiellement constituées. Cette méconnaissance est fréquente et reflète l'histoire des Kukama Kukamiria. Ils et elles ont été contraint-e-s d'éliminer leurs signes culturels visibles (langue et culture matérielle), de se métisser ou de quitter leur territoire pour se protéger de la domination, de l'exploitation et du racisme. Malgré tout, les Kukama Kukamiria n'ont pas disparu. Ils et elles conservent des valeurs, des cosmologies et un savoir-faire qui leur permet de vivre dans leur environnement⁶ — comme cela a été mis en évidence lorsqu'ils et elles se sont tourné-e-s vers leur « médecine végétale » et la mère des plantes.

Depuis quelques décennies, les Kukama Kukamiria élaborent un processus d'affirmation ethnique qui est exacerbé par les événements — défense des territoires ou des ressources naturelles, accès aux programmes de l'État —, mais dont le cœur est la revalorisation culturelle, basée sur le réveil de leur mémoire historique et de leur langue⁷. Des femmes comme Mariluz se sont engagées à consigner l'histoire et le savoir de leur peuple, ainsi que leur relation quotidienne avec les êtres du fleuve et de la forêt dans des textes, des films et des émissions de radio.

Lorsque les habitant-e-s ont décidé d'occuper les installations de PetroTal en août 2020 pour exercer davantage de pression, le gouvernement a mis à disposition sa protection par le biais des forces de police. Cela a conduit à la confrontation décrite au début de cet article, qui s'est soldée par la mort d'Autochtones, tués par arme à feu. Les décrets déclarant l'état d'urgence nationale en raison de la pandémie ont restreint les libertés de réunion et de mobilité, et les forces de police ont été chargées de les faire respecter. Ces dispositions ont servi de cadre légal à la répression et non à la protection de la vie et de la santé. « L'État ne s'intéresse pas à la vie des Autochtones, uniquement à l'exploitation du pétrole », conclut James.

Délegitimer les décès, défendre les vies

Les décès survenus ont rapproché les organisations frappées par l'exploitation pétrolière, notamment les membres de la plateforme des Peuples affectés par l'activité pétrolière (Pueblos Afectados por la Actividad Petrolera, PAAP), dont ORDEMIM, Huaynakana Kamatahuarakana et AIDECOPAB, dans le cadre de l'Organisation régionale des peuples autochtones de l'Est (Organización Regional de los Pueblos Indígenas del Oriente, ORPIO). La PAAP promeut un « plan de vie post-pétrole » visant à améliorer les conditions de vie et à garantir

les droits des populations affectées par l'activité pétrolière. Le plan pour combler les fractures sociales (Plan de Cierre de Brechas) pour la population de la zone pétrolière de Loreto, y compris la province de Requena⁸, a été approuvé à l'issue d'une rencontre entre des représentant-e-s des ministères de la Culture et de la Santé, les habitant-e-s de Bretaña et les membres de la PAAP. Cependant la PAAP met en cause l'intention et l'esprit de ce plan.

Le plan adopté est dépourvu d'une approche fondée sur les droits qui reconnaisse la violence historique et les dégâts irréversibles causés par la pollution et les négligences en matière de santé publique. Il considère les peuples autochtones comme étant pauvres et se concentre donc sur la fourniture de services essentiels, sans reconnaître leur autonomie, leurs ressources et leurs territoires. « Nous, les peuples autochtones, nous ne sommes pas pauvres, nous avons de nombreuses ressources : du pétrole, des forêts, du bois, des ressources halieutiques, etc. » a rappelé José Fachín, conseiller de la PAAP⁹. AIDECOPAB demande maintenant l'octroi d'un fonds fiduciaire de 5 % des barils confisqués dans le lot 95. Cet argent permettra aux communautés de Puinahua de gérer leur territoire et de fournir les services que l'État ne leur fournit pas. Ils réaffirment leur autonomie pour se préserver eux-mêmes et assurer un développement sous leurs propres conditions, face à l'extinction future de

la ressource pétrolière. « Que se passera-t-il lorsque le pétrole sera épuisé ? », demandent José et Agnita.

Fin octobre 2020, une commission de la PAAP a participé à une table ronde technique à Lima pour coordonner la mise en œuvre du Plan de Cierre de Brechas, mais les parties n'ont pu trouver un accord. Une nouvelle mobilisation a été annoncée pour novembre 2020 à Iquitos, là où demeuraient les veuves des trois Autochtones décédés, pour demander justice et réparation. L'une d'elles, Yoici Dos Santos, m'a fait part de son inquiétude quant à l'avenir de sa famille, car c'est son mari qui s'occupait de la ferme, et elle n'a pas de famille qui puisse l'aider. Les organisations ont réussi à l'embaucher temporairement comme femme de ménage au centre de santé de Bretaña. Yoici me confie qu'elle continuera à réclamer la justice pour son mari, même si elle a peur que s'éteigne le rêve de voir ses enfants exercer un métier, « pour qu'ils n'aient pas à vivre les mêmes choses que nous ».

La nouvelle mobilisation s'est également exprimée sur l'impunité entourant ces morts. Mariluz a souligné publiquement que « si un fonctionnaire, un policier ou quelqu'un d'autre était mort, on aurait immédiatement envoyé un avion avec des soins de première qualité, on aurait transporté la personne dans les meilleures cliniques. Mais comme c'est un frère autochtone qui est mort, personne ne dit rien, comme si n'importe quel animal était mort... » Sur les réseaux sociaux, on a vu apparaître de nouvelles photos d'hommes et de femmes manifestant avec leurs fils et leurs filles dans différentes communautés.

L'année s'est terminée avec l'ouverture d'une enquête du ministère public, mais aucune responsabilité n'a été établie jusqu'à présent.

En février 2021, quand la deuxième vague de la COVID-19 est arrivée, les peuples et les femmes autochtones continuaient d'exiger un nouveau plan d'intervention. Le ministère de la Santé a enfin commencé à le mettre en œuvre, en coordination avec les autorités autochtones. Pendant ce temps, les annonces de nouvelles mobilisations et les actions de dénonciation relatives aux trois décès n'ont pas cessé. Ce n'est qu'en août dernier, un an après les événements de Bretaña, que des représentants de PetroTal ont accepté de s'asseoir pour dialoguer avec les représentants d'AIDECOPAB et ont conclu des accords qui n'ont pas encore été rendus publics. Les habitant·e·s ont peur que ces accords ne soient pas respectés, comme cela a été le cas avec d'autres entreprises.

L'impunité, la négligence en matière de santé et l'injustice économique engendrées par l'État et les industries extractives perdurent, mais devant la mort que l'on normalise et le silence qui s'impose dans le pays, les organisations et les femmes Kukama Kukamiria proposent de préserver la vie et de la défendre. Elles l'ont exprimé à travers leurs actions, leurs connaissances et leurs prises de parole pendant la première phase de la pandémie. Dans les zones de sacrifice, les résistances et les luttes qui naissent de la réhabilitation des émotions et des affects — comme l'indignation, la douleur et l'identification — créent des possibi-

lités pour dénaturer l'immobilisme que nous sentons devant la souffrance et la mort d'autrui, et qui nous sont présentées comme légitimes¹⁰. Les femmes et les hommes des peuples Kukama Kukamiria de Puinahua « se réveillent », assurent Agnita et James. À nous de nous réveiller avec eux, et de vivre ces processus qui nous poussent à créer de nouvelles formes de vie collective.

Roxana Vergara est diplômée en droit et titulaire d'une maîtrise en anthropologie de la Pontificia Universidad del Perú (PUCP) avec une bourse du programme TrAndeS (PUCP-Université libre de Berlin) et de Margaret McNavarra (Banque mondiale). Elle a été responsable de la maîtrise en recherche juridique et est actuellement chercheuse pour le Centro de Investigaciones Sociológicas, Económicas, Políticas y Antropológicas (CISEPA) de la PUCP. Ses champs de recherche sont l'anthropologie de l'État, les systèmes de soins et les organisations de femmes autochtones.

Pour accéder à la baladodiffusion destinée à faire connaître les luttes des peuples autochtones en temps de pandémie, contre l'industrie pétrolière, c'est ici :



Notes

1 Mbembe, Achille (2011). *Nécropolitique suivi de Du gouvernement privé indirect*. Madrid : Melusina. 120 p.

2 Décret de loi 1489 (2020, 9 mai). [Entrée en vigueur le 11 mai 2020]. Stratégie plurisectorielle pour la protection des peuples autochtones dans le cadre de l'urgence sanitaire due à la COVID-19 (avec un budget de 1 369 863,01 \$ US; 3 650 S/ équivalent à 1,00 \$ US). Résolution ministérielle 308-2020-MINSA. (2020, 21 mai). [Entrée en vigueur le 23 mai 2020]. Plan d'intervention du ministère de la Santé pour les communautés autochtones et les centres urbains ruraux de l'Amazonie face à l'urgence de la COVID-19.

3 ONAMIAP (2020). « ¿Qué sucede en el lote 95? », 26 août 2020, en ligne : <https://www.facebook.com/watch/?v=310084453554213>

4 Berjón, Manolo et Cadenas, Miguel Ángel (2020). « Propriété : sauver de l'oubli les événements du lot 95 », *Ideele*, no. 296, en ligne : <https://www.revistaideele.com/2020/09/02/duenidad-rescatando-del-olvido-los-sucesos-del-lote-95/>

5 Campanera, Mireia (2018). « Humanité territorialisée. Mères, possesseurs et personnes qui préservent », *AIBR*, no. 2, p. 189-212.

6 Rivas, Roxani (2004). *Le grand pêcheur : techniques de pêche chez les Cocama-Cocamillas de l'Amazonie péruvienne*. Lima : Fondo Editorial PUCP. 174 p.

7 Castro, Meredith (2015). Une approche du processus d'affirmation ethnique du peuple Cocama : le cas du hameau de Santo Tomás. Thèse. Pontificia Universidad Católica del Perú. 133 p.

8 Decreto Supremo N° 145-2020-PCM (2020, 27 août). [Entrée en vigueur le 29 août 2020]. Plan pour combler les fractures (Plan de Cierre de Brechas) (avec un budget de 164 383 561,64 \$ US).

9 Aisesepe (2020). « Plan post-pétrole : Un pas vers la revendication des droits des autochtones », 21 février 2020, en ligne : <http://www.aisepe.org.pe/noticias/plan-postpetroleo-un-paso-hacia-la-reivindicacion-de-derechos-indigenas>

10 Mbembe, Achille (2016). *Critique de la raison nègre. Essai sur le racisme contemporain*. Buenos Aires : éditions Futuro anterior. p. 233.